

---

## ARMENIE : Le règne des oligarques

Par Vardan Djaloyan

Yevrobatsi / HetqOnLine - 19/5/2008

---

Le présent fait aussi partie de l'histoire, il est le résultat de réalités et de décisions du passé. Mais dans notre cas, un processus de pensée mythologique domine. Au tout début du siècle dernier, le poète Vahan Terian présentait déjà l'intelligentsia arménienne comme « idolâtre ».

Pour autant que je comprenne, cette manière « idolâtre » de pensée s'explique à cause d'une simple logique : l'état des affaires est conditionné par le facteur moral et les difficultés sont des punitions de Dieu pour nos péchés, ceux du Mouvement National Arménien durant le mandat de Levon Ter-Petrossian et ceux du « clan du Kharabagh » aujourd'hui. Peut-être le terme de « punition de Dieu » se rencontre-t-il davantage dans les milieux de Tigrane Karapetian, le président du Parti du Peuple en Arménie, mais il est clair que, mis à part quelques exceptions individuelles, ce modèle explicatif sied à la majorité des intellectuels et des acteurs politiques en Arménie.

Au 19e siècle, l'Europe de l'Ouest créa le champ des sciences historiques pour tenter d'éviter le modèle théologique de la « punition de Dieu », et opposer la volonté de Dieu à celle de la société. Selon cette explication historique, la société se crée elle-même, mais en Arménie ce mode historique laïc de pensée ne s'est pas encore profondément enraciné dans la conscience sociale et la mythologie demeure le mode dominant de pensée. Par exemple, les « années froides et sombres » sont considérées comme l'œuvre de « forces du Mal » plutôt que comme une forme d'expression de soi pour une société « froide et sombre ». La fraude, l'escroquerie, l'usure et la violence, en général, sont simplement considérées comme les premiers signes d'un joyeux avenir capitaliste. La société donne spontanément naissance à ce genre d'institutions sociales, économiques et politiques, qui s'avèrent être des facteurs décisifs conditionnant la réalité d'aujourd'hui.

A titre d'exemple analytique, prenons le « système des clans » en Arménie. Notons que les clans remontent déjà au règne de Levon Ter-Petrossian, mais ceux-ci étaient bien différents des clans de l'époque Kotcharian.

Pour décrire les années 1990, il est nécessaire d'évoquer la désintégration complète de l'économie, en particulier suite à plusieurs réformes avortées. La première conséquence qui dérivait de cette situation fut que sauver sa peau devint le principal problème. Les gens se sont mis à constituer des unités de survie, ou clans, à cause de la faiblesse des institutions sociales. Ce genre d'unité pouvait être non seulement un clan économique, mais aussi une communauté religieuse, un vaste complexe industriel, une force de création, un groupe fraternel pour une aide mutuelle, etc. Dans ces conditions, on peut toutes les qualifier de taniks [toits], terme qui refit surface dans les années 1990. En particulier, dans une situation de trouble juridique, le tanik était censé protéger le clan des voleurs, de la pègre du racket et de ces éléments du ministère de l'Intérieur impliqués dans la contrefaçon. Honnêtement, je dois dire que, comparée au reste de la Communauté des Etats Indépendants, l'Arménie était en pointe pour lutter contre la délinquance urbaine, les rackets et les pillards de grand chemin, et cela grâce aux efforts de Vano Siradeghian, ancien ministre de l'Intérieur, actuellement poursuivi. C'est seulement à la fin des années 1990, par exemple, qu'on réalisa en Russie que l'on pouvait écraser les gangs sans recourir au système judiciaire, et ce souvent avec l'aide d'autres gangs. La Géorgie est parvenue à ce même constat il y a quelques années.

Selon de nombreux commentateurs du système post-soviétique, un soi-disant

---

gouvernement systématiquement clanique et corrompu remplace l'agitation hors-la-loi lors de la phase suivante ; le racket est alors remplacé par la corruption.

Dans ces conditions, la légalité, l'institution de relations économiques normales et la création d'un système efficace de sécurité sociale exigent un travail sérieux et à long terme, si naturellement rien de grave n'arrive entre temps. Le facteur arménien de « hasard » se produisit avec Nairi Hunanyan, des choses terribles arrivèrent et durant trois ans les Arméniens se retrouvèrent dans une crise politique profonde.

La Russie fit l'expérience de ce genre de crise politique de 1993 à 1996. En particulier, lorsque avant les élections présidentielles Boris Eltsine signa le soi-disant « pacte oligarchique » pour empêcher le régime communiste de revenir au pouvoir. Soulignons qu'au sein du régime ils débattaient d'issues possibles pires encore que ce qui s'est réellement passé. Boris Berezovsky proposa de supprimer les élections et rechercha un accord avec les communistes pour les inviter au gouvernement. C'est ce scénario du « complot de la clique au pouvoir » de Berezovsky qui s'est produit cette année en Arménie. Avec ce genre de pacte, les élections et l'idée d'une compétition politique perdent tout leur sens. Grâce aux oligarques, Eltsine truqua les élections, et au nom de leurs « services rendus », il leur confia pratiquement le pays. Dans les deux cas, la voie menant au nouveau système fut pavée des scores ensanglantés du Parlement. Par la suite, dans les deux pays, le Parlement a cessé de jouer un rôle politique efficace.

En Arménie, l'accord passé avec les oligarques fut conclu en 2001-2002 ; au centre figuraient les amis d'affaires (le clan du Kharabagh) de Robert Kotcharian ; mais ils n'étaient pas les seuls. L'essence de cet accord fut exprimé avec force par Eltsine lorsqu'il déclara « Prenez autant de pouvoir que vous pouvez ». L'un d'eux a pris le contrôle effectif du marz du Syunik, tel autre s'est emparé du commerce du sucre, etc. Dans notre pays, le scénario Eltsine s'est répété grâce à Robert Kotcharian, et quelques oligarques à moitié criminels ont fait main basse sur la nation.

Le caractère essentiel d'un « pacte oligarchique » est qu'au lieu de résoudre en premier lieu la question du pouvoir et la loi, il apparaît comme un accord de désarmement : chacun vaque à ses affaires et les autres n'interfèrent pas, ou pour le dire plus simplement, ils ne s'entretuent pas. Robert Kotcharian neutralisa le clan survivant au moyen d'un autre clan économique et politique.

A partir du milieu des années 1990, la question du désarmement du peuple se posait déjà, elle commençait progressivement à se résoudre, mais Kotcharian introduisit un changement soudain. Du point de vue de la clique au pouvoir, le peuple possédait plus d'armes que nécessaire et cela représentait une menace. Les Américains ont un proverbe : « Dieu a créé les hommes égaux, tandis que le colt les rend égaux. » Le désarmement est une phase préparatoire pour la création future d'une société injuste et inégale. La redistribution de l'économie est précédée d'une redistribution des armes ; des armes qui sont transmises à leur personnel privé de sécurité. L'assassinat de Poghos Poghossian par le garde du corps de Kotcharian au Café Aragast a été un événement dramatique et symbolique de cette redistribution, montrant qu'ils représentaient la véritable loi. Disons simplement que les principes de ce « système stable » s'inspiraient du système à points utilisé par les gangs criminels.

Alexandre Auzan, économiste russe réputé, écrit qu'il est difficile pour les oligarques de ne pas s'entretuer. C'est Ivan Kiveliti, qui par ailleurs fut assassiné par l'un de ses comparses, qui me l'apprit. La chose est difficile, car tous sont en quête de revanche. La situation se complique encore si nous

---

prenons en compte le fait que des héros de la culture arménienne soviétique comme Viktor Hambartsumian et Paruyr Sevak ont été remplacés par des « héros comptant », comme l'on surnomme les oligarques. Le « pacte oligarchique » transforme l'individu oligarque en joueur au niveau national, quelle que soit sa réputation sociale, ou plus exactement, en dépit de celle-ci.

L'oligarque, sous le pseudo-gouvernement de Kotcharian, est devenu l'ultime décisionnaire au niveau social. Le détachement de sécurité personnelle d'un oligarque est une institution plus onéreuse que même les coûts associés à la sécurité nationale, pour la simple raison que le « budget » des oligarques, à savoir le montant des taxes collectées, est plus élevé que celui de l'Etat. Tel est le critère qui différencie un pseudo-gouvernement d'un gouvernement normal. En fin de compte, ce qui résulte de ce processus c'est que la police perd son rôle social, devenant une force globale de sécurité au service des clans, leur empruntant leurs principales qualités - l'impudence, la brutalité et une attitude hostile à l'égard du peuple.

Le « pacte oligarchique » de 2001 a permis aux oligarques de piller les biens industriels, les mines d'or, de grandes usines dans les secteurs du bâtiment et de l'alimentation, etc. Alors que les usines privatisées pour la plupart dans les années 1990 n'étaient plus opérationnelles, comme l'était l'Etat réel, la situation changea après 2000 lorsque de grandes usines rentables et en activité furent rachetées.

Ces firmes furent acquises pour un prix symbolique, à environ 10 %, sinon moins, de leur valeur sur le marché. Ce qui permit aux oligarques de multiplier leurs ressources par 10 et même 100 en quelques années seulement. Résultat, ces oligarques sont passés de commerciaux capitalistes de niveau moyen au statut de super-capitalistes de l'industrie. En fait, le régime attribua ces fortunes aux oligarques en échange de leur soutien politique. Il s'agissait là d'une importante leçon politique pour eux ; vous gagnez si vous soutenez une politique criminelle. C'était aussi une défaite pour le capital, car une victoire signifie l'institution de règles et de dispositifs stables dans ce domaine, ce qui n'est pas le cas en Arménie. Cela signifie aussi qu'en Arménie, les profits dérivés de la redistribution demeurent plus importants que les efforts de l'industrie, et que si une grande partie de la richesse sociale dérive des transferts et de l'aide financière, la grande affaire est alors de s'approprier ces transferts et cette aide. A cause du système oligarchique et clanique en Arménie, il est beaucoup plus facile de s'approprier les salaires de misère des Arméniens moyens travaillant en Russie et ailleurs que de construire et créer de véritables structures industrielles. Le processus de redistribution, où tout un secteur de l'économie est enlevé aux uns et remis à d'autres, pratique parasitaire qui domine dans la société et l'économie arméniennes, signifie simplement qu'il n'existe pas de règles régissant l'économie, ni de véritables conditions de marché. Le segment le plus rentable dans une telle situation est la nomenklatura, ces officiels de haut rang, des ministres aux gouverneurs de régions, des intellectuels et des députés aux célébrités du spectacle, qui survivent en s'emparant des richesses. Il est triste de constater que transformer l'Arménie signifie encore révolutionner, changer les règles du jeu, affirmer qu'en ce qui concerne les comportements relatifs à la propriété privée, le vol n'équivaut pas à l'éthique du travail.

L'élite au pouvoir en Arménie, conduite par son instinct de survie, tente de trouver des solutions de compromis, de différer sa future disparition. Ce n'est pas un simple discours de morale. Sur quelques centaines de milliers d'électeurs, Artashes Geghamian jouit actuellement du soutien de quelques milliers de partisans ; demain il en sera de même pour Artur Baghdassarian. L'élite au pouvoir a tragiquement perdu toute la confiance du peuple, il est donc productif pour le régime de s'engager sur la voie du compromis.

---

L'Ouest conseille de ne pas se fier aux compromis de l'élite au pouvoir et d'entrer plutôt en discussion avec l'opposition. C'est là une sagesse que lui inspire sa sanglante histoire. L'autre alternative est de continuer avec la tyrannie et de verser à nouveau le sang jusqu'au réveil d'une conscience sociale de masse qui puisse servir d'avant-garde et conduire au pouvoir une nouvelle élite fondée sur les masses.

---